

Province de Québec
Municipalité de Val-Racine
Mercredi, le 6 novembre 2024

Le conseil de la municipalité de Val-Racine siège en séance régulière, ce 6 novembre 2024 à 19 h 00, au 2991, chemin St-Léon et sont présents son honneur le Maire M. Pierre Brosseau et les conseillers suivants : M. Doris Rousseau, Mme Geneviève Beaulieu, Mme Frédérique Vachon, M. Éric Morency et M. Sylvain Bergeron.

M. Serge Delongchamp est absent.

Assiste également à la séance, Mme Chantal Grégoire, directrice générale et greffière-trésorière.

2024-412

ORDRE DU JOUR

Il est proposé **Mme Geneviève Beaulieu**
Appuyé par **M. Doris Rousseau**
Et résolu unanimement,

Que l'ordre du jour soit adopté en laissant la section "varia" ouverte.

Adoptée

2024-413

ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX

Il est proposé par **M. Éric Morency**
Appuyé par **M. Sylvain Bergeron**
Et résolu unanimement,

D'adopter les procès-verbaux :
- 1er décembre 2024
- 15 octobre 2024

Adoptée

2024-414

CORRESPONDANCES

La directrice générale dépose la correspondance en date du 6 novembre 2024.

2024-415

LA CONSTELLATION DU GRANIT

Il est proposé par **Mme Geneviève Beaulieu**
Appuyé par **M. Sylvain Bergeron**
Et résolu unanimement,

De contribuer pour l'insertion de livres neufs dans les paniers de Noël qui seront distribués à nos familles pour 2024 aux coûts suivants : le coût unitaire est de 10.00\$ pour les livres 0 à 5 ans, 13.00\$ pour les 6 à 8 ans et 15.00\$ pour les 9 à 12 ans.

Adoptée

2024-416

VŒUX DE NOEL DANS LE CAHIER SPÉCIAL

Il est proposé par **M. Éric Morency**
Appuyé par **me Frédérique Vachon**
Et résolu unanimement,

De réserver notre espace pour 310 \$ plus les taxes.

Adoptée

2024-417

CANCER DE LA PROSTATE – JOURNÉE DE SENSIBILISATION AU CANCER LE 19 NOVEMBRE

ATTENDU qu'annuellement en moyenne 6500 Québécois recevront un diagnostic de cancer de la prostate et qu'environ 1000 hommes décéderont de la maladie par année1;

ATTENDU qu'en moyenne 18 Québécois par jour recevront un diagnostic de cancer de la prostate; ATTENDU que PROCURE est le seul organisme de bienfaisance au Québec entièrement consacré à la lutte contre le cancer de la prostate par la recherche, la sensibilisation, l'information et le soutien et que les fonds amassés sont réinvestis au Québec;

ATTENDU l'importance de sensibiliser la population de (votre ville) au dépistage du cancer de la prostate; ATTENDU que la campagne de financement « Noeudvembre » de PROCURE offre l'occasion de porter le nœud papillon pendant tout le mois de novembre, et plus particulièrement lors de la journée du 19 novembre;

ENCONSÉQUENCE,

Il est proposé par **me Frédérique Vachon**
Appuyé par **M. Sylvain Bergeron**
Et résolu unanimement,

Que le Conseil municipal de Val-Racine déclare le 19 novembre comme la « Journée de la sensibilisation au cancer de la prostate de Val-Racine » en soutien à la campagne Noeudvembre de l'organisme PROCURE.

Adoptée

2024-418

LISTE DES COMPTES DU 6 NOVEMBRE 2024

Il est proposé par **M. Éric Morency**
Appuyé par **Mme Geneviève Beaulieu**
Et résolu unanimement,

D'adopter la liste de comptes totalisant 187 179,10 \$ en référence aux chèques no 202400453 à 202400501 et d'autoriser la directrice générale/greffière-trésorière à effectuer le paiement des comptes identifiés sur la liste datée 6 novembre 2024.

Adoptée

2024-419

PÉRIODE D'INFORMATION

Raison d'implanter des plaques d'adresses civiques.

2024-420

VOIRIE : ENGAGEMENT DE M. DENIS DUQUETTE POUR LE DÉNEIGEMENT- HIVER 2024-2025

Attendu que M. Joseph Ramcharran a quitté le poste de 2^e employé de voirie;

Il est proposé par **M. Éric Morency**
Appuyé par **M. Doris Rousseau**
Et résolu unanimement,

D'engager M. Denis Duquette pour la saison de déneigement 2024-2025 comme 2e chauffeur selon les conditions établies avec le maire, M. Pierre Brosseau et la directrice générale, Mme Chantal Grégoire.

Adoptée

2024-421

SITE DE CONTENEURS DU SECTEUR MONTAGNAIS - CONTRAT DE DÉNEIGEMENT -ANDRÉ ROBERT

Il est proposé par **M. Sylvain Bergeron**
Appuyé par **Mme Geneviève Beaulieu**
Et résolu unanimement,

D'octroyer le contrat de déneigement du site de conteneurs sur le rang des Haricots à M. André Robert au montant de 500 \$ pour la saison 2024-2025.

Adoptée

2024-422

RÈGLEMENT DE RÉGIE INTERNE - ADOPTION

RÈGLEMENT NO 321 RELATIF À LA RÉGIE INTERNE DES SÉANCES DE LA MUNICIPALITÉ

ATTENDU QUE le 6 novembre 2024, la Municipalité a adopté le Règlement numéro 321 intitulé RÈGLEMENT RELATIF À LA RÉGIE INTERNE DES SÉANCES DE LA MUNICIPALITÉ conformément à l'articles 491 du Code municipal du Québec;

ATTENDU QUE le 6 juin 2024 était sanctionnée la Loi édictant la Loi visant à protéger les élus municipaux et favoriser l'exercice sans entraves de leurs fonctions et modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal;

ATTENDU QUE conformément à l'article 159.1 du Code municipal du Québec introduit par cette loi, la municipalité doit adopter un règlement de régie interne et notamment y prévoir des normes concernant le maintien de l'ordre, le respect et la civilité durant les séances ;

ATTENDU QUE conformément aux modifications apportées à l'article 150 du Code municipal du Québec, la municipalité peut, par règlement, prévoir des mesures visant à donner préséance aux questions posées par les personnes qui résident sur le territoire de la municipalité ou qui sont propriétaires d'un immeuble ou occupants d'un établissement d'entreprise situé sur ce territoire

ATTENDU QUE suivant les récentes modifications législatives, le conseil considère opportun d'adopter un nouveau règlement de régie interne relatif aux séances du conseil de la municipalité;

ATTENDU QU'il y a lieu d'abroger le Règlement no 262;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a dûment été donné à la séance du conseil du 1er octobre 2024 et qu'un projet de règlement a été déposé lors de cette même séance;

EN CONSÉQUENCE,

Il est ordonné et statué que le présent règlement portant le numéro 321 intitulé : « Règlement relatif à la régie interne des séances de la Municipalité », soit adopté et que le règlement décrète ce qui suit :

ARTICLE 1 – SÉANCES DU CONSEIL

1.1 Les séances ordinaires du conseil ont lieu conformément au calendrier déterminé par résolution du conseil aux jours et heures qui y sont fixés et qui peuvent être modifiés par résolution. Le greffier-trésorier donne un avis public du contenu du calendrier de même à l'égard de toute séance ordinaire dont le jour ou l'heure du début ne sont pas ceux initialement prévus au calendrier.

1.2 Dans un conseil formé de 7 élus, le quorum est de 4 membres.

1.3 Deux membres du conseil peuvent, quand il n'y a pas quorum, ajourner la séance une heure après que le défaut de quorum a été constaté. L'heure de l'ajournement et les noms des membres du conseil présents doivent être inscrits au procès-verbal de la séance. Dans ce cas, un avis spécial écrit de l'ajournement doit être donné par le greffier-trésorier aux membres du conseil qui n'étaient pas présents lors de l'ajournement. La signification de cet avis doit être constatée, à la reprise de la séance ajournée, de la même manière que celle de l'avis de convocation d'une séance extraordinaire

1.4 Le conseil siège dans la salle de délibération du conseil, au bureau de la Municipalité situé au 2991 chemin St-Léon, à Val-Racine ou à tout autre endroit fixé par résolution.

1.5 Les séances du conseil sont publiques.

1.6 Les délibérations doivent y être faites à haute et intelligible voix.

ARTICLE 2 - ORDRE DU JOUR

2.1 Le greffier-trésorier de la municipalité ou la personne qui le remplace, prépare pour toute séance un projet d'ordre du jour de toute séance ordinaire qui doit être transmis aux membres du conseil, avec les documents disponibles, au plus tard 72 heures à l'avance. Le défaut d'accomplissement de cette formalité n'affecte pas la légalité de la séance. Cependant, tous sujets incluant des documents présentés après ce délai peuvent être traités ou reportés à une séance subséquente afin que les membres du conseil aient le temps d'étudier le sujet.

2.2 L'ordre du jour d'une séance ordinaire est complété et modifié, au besoin, avant son adoption, à la demande de tout membre du conseil.

2.3 L'ordre du jour d'une séance ordinaire peut, après son adoption, être modifié en tout moment, mais alors, avec l'assentiment de la majorité des membres présents.

2.4 Les items à l'ordre du jour sont appelés suivant l'ordre dans lequel ils figurent, sauf décision des membres à l'effet contraire.

ARTICLE 3 - ORDRE ET DÉCORUM

3.1 Le maire et, en son absence, le maire suppléant, préside les séances. En leur absence, les membres choisissent l'un d'entre eux pour présider la séance.

3.2 Le président maintient l'ordre et le décorum, se prononce sur les questions d'ordre ; il participe aux délibérations et les dirige. Il peut ordonner l'expulsion de toute personne qui trouble l'ordre d'une séance.

3.3 Le respect et la civilité font partie intégrante des questions d'ordre et de décorum maintenus par le président de la séance, notamment, lors de toute séance du conseil :

- a) Tous les échanges, incluant lors des périodes de questions, doivent se dérouler de façon respectueuse et calme sans aucune allusion personnelle, insinuations, parole violente, blessante ou irrespectueuse à l'égard de qui que ce soit;
- b) Les participants doivent utiliser un langage et un comportement convenable et respectueux;
- c) Les participants doivent respecter les droits de parole accordés par la présidence;
- d) Les personnes de l'assistance doivent demeurer à leur place jusqu'à ce qu'ils soient invités à intervenir.

3.4 Nul ne prend la parole sans la permission du président à qui toutes les communications sont adressées. Tout commentaire ou toute question doit être adressé directement au président.

3.5 Il est interdit à toute personne présente lors d'une séance du conseil de crier, chahuter, chanter, faire du bruit ou poser tout autre geste susceptible d'entraver le bon déroulement de la séance.

ARTICLE 4 - RÉOLUTIONS ET PROJETS DE RÈGLEMENTS

4.1 Les résolutions et les règlements sont présentés par un élu qui explique le projet aux membres, ou, à la demande du président, par le greffier-trésorier.

Une fois le projet présenté, le président de l'assemblée doit s'assurer que tous les membres qui désirent se prononcer sur la question ont eu l'occasion de le faire.

Une fois le projet de résolution ou de règlement présenté, et que tous les membres qui désirent se prononcer sur la question ont eu l'occasion de le faire, un membre peut présenter une demande d'amendement au projet.

4.2 Une proposition, incluant une proposition d'amendement, doit avoir été appuyée avant d'être étudiée.

4.3 Lorsqu'une proposition est à l'étude, aucune autre proposition n'est recevable sauf si cette proposition est une proposition d'amendement.

4.4 Lorsqu'une demande d'amendement est faite par un membre du conseil, le conseil doit d'abord voter sur l'amendement présenté. Lorsque l'amendement est adopté, le conseil vote alors sur le projet original tel qu'amendé. Lorsque l'amendement n'est pas adopté, le conseil vote sur le projet original. Les règles applicables au vote sur le projet original s'appliquent au vote d'amendement.

4.5 Tout membre du conseil peut en tout temps, durant les délibérations, exiger la lecture de la proposition originale ou de l'amendement et le président ou le directeur général et greffier-trésorier, à la demande du président de la séance doit alors en faire la lecture.

4.6 À la demande du président de la séance, le directeur général et greffier-trésorier peut donner son avis ou présenter les observations ou suggestions qu'il juge opportunes relativement aux questions en délibération.

4.7 Le conseil peut également :

- suspendre le débat ou remettre l'étude ou l'adoption d'une résolution à une autre séance;
- Mandater un comité consultatif pour traiter de l'objet d'une résolution et faire rapport et recommandation à une séance ultérieure;
- Ajourner la séance pour traiter à huis clos d'un sujet puis revenir en séance pour prendre une décision.

ARTICLE 5 - PÉRIODE DE QUESTIONS

5.1 Une séance du conseil comprend deux périodes au cours desquelles les personnes présentes peuvent poser des questions. La première période de questions est tenue lorsque l'ordre du jour a été discuté et approuvé par les membres du conseil. Cette période de questions est d'une durée maximum de 15 minutes. Une deuxième période de questions est tenue lorsque tous les sujets inscrits à l'ordre du jour ont été discutés. Cette période de questions est d'une durée maximum de quinze (15) minutes. Avec le consentement unanime des membres du conseil présents, les périodes de questions peuvent être prolongées, ou le moment prévu pour son déroulement peut être modifié.

5.2 Toute séance de question peut prendre fin prématurément s'il n'y a plus de question adressée au conseil.

5.3 Aucun membre du public ne peut prendre la parole à moins d'y avoir été autorisé au préalable par le président de la séance.

Au début des périodes de questions, la personne qui préside l'assemblée invite les personnes intéressées à formuler leurs questions et demandes à ce que celles-ci s'identifient conformément à l'article 5.5 du présent règlement de façon à permettre de donner préséance aux questions posées par les personnes qui résident sur le territoire de la municipalité ou qui sont propriétaires d'un immeuble ou occupants d'un établissement d'entreprise situé sur ce territoire

5.4 La personne qui désire formuler une question doit :

- a) S'identifier en donnant ses nom, prénom, et adresse;
- b) À défaut de résider sur le territoire de la municipalité, s'identifier en donnant ses nom, prénom et adresse de l'établissement d'entreprise situé sur le territoire de la municipalité qu'il occupe ou l'identification d'un immeuble situé sur le territoire de la municipalité dont il est le propriétaire, le cas échéant;
- c) Indiquer le sujet sur lequel elle désire poser les questions;
- d) Adresser rapidement et de façon succincte sa question au président de l'assemblée;
- e) Ne poser qu'une seule question et une seule sous-question sur le même sujet;

f) Reprendre son siège lorsque la personne qui préside l'assemblée a répondu ou en a pris note.

Malgré ce qui précède, toute personne peut poser une nouvelle question ainsi qu'une nouvelle sous-question lorsque toutes les autres personnes qui désirent poser une question l'auront fait, et ainsi de suite à tour de rôle jusqu'à l'expiration de la période de questions ou jusqu'à ce qu'une même personne ait posé un maximum de trois questions, incluant les sous-questions, et qu'il n'y ait plus d'autre personne qui désire poser des questions.

5.5 Une question doit être brève, claire et ne comporter que les mots nécessaires pour obtenir le renseignement demandé.

5.6 Lors de la période de question tenue en début de séances, chaque intervenant bénéficie d'une période maximum de deux (2) minutes pour poser une question, incluant la réponse, après quoi le président de la séance peut reporter la question à la fin de séance.

Lors de la période de question tenue en fin de séance, chaque intervenant bénéficie d'une période maximum de cinq (5) minutes pour poser une question et une sous-question, après quoi le président de la séance peut mettre fin à cette intervention

5.7 Seules les questions de nature publique sont permises par opposition à celles d'intérêt privé ne concernant pas les affaires de la municipalité.

5.8 Est irrecevable une question qui :

- a) Est précédée d'un préambule inutile;
- b) Est fondée sur une hypothèse;
- c) Comporte une argumentation, une expression d'opinion, une déduction ou une imputation de motifs ou;
- d) Suggère la réponse demandée.

5.9 La réponse est donnée par la personne qui préside l'assemblée ou par la personne qu'elle désigne. La personne qui préside l'assemblée peut aussi référer la question à une séance subséquente pour permettre aux officiers municipaux de vérifier l'information requise.

5.10 Pendant la période de questions, est prohibée :

- a) Toute altercation, intervention, interpellation ou interruption par une personne assistant à l'assemblée;
- b) L'utilisation d'un langage injurieux ou obscène;
- c) Les allusions personnelles, les insinuations, les paroles violentes, blessantes ou irrespectueuses à l'égard de qui que ce soit;
- d) Les débats entre les personnes présentes ou entre ces dernières et les membres du conseil ou les officiers municipaux;
- e) Toute autre contravention à une disposition du présent règlement, notamment celles relatives à l'ordre et le décorum, le respect et la civilité.

5.11 Tout membre du public présent lors d'une séance du conseil doit obéir à une ordonnance de la personne qui préside l'assemblée avant trait à l'ordre et au décorum durant les séances du conseil.

ARTICLE 6 - VOTE

6.1 Les votes sont donnés à vive voix et sont inscrits au livre des délibérations du conseil.

6.2 Sauf le président d'assemblée, tout membre du conseil est tenu de voter, à moins qu'il n'en soit exempt ou empêché en raison de son intérêt dans la question concernée, conformément à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., c. E-2.2) ou si le fait de voter est susceptible de constituer un manquement à une règle prévue au code d'éthique et de déontologie des membres du conseil de la municipalité.

6.3 Toute décision doit être prise à la majorité des membres présents, sauf lorsque la loi demande une autre majorité.

6.4 Lorsque les voix sont également partagées, la décision est considérée comme rendue dans la négative.

6.5 En l'absence de débat sur un point inscrit à l'ordre du jour ou si personne n'appelle le vote sur celui-ci, le président déclare la résolution afférente adoptée à l'unanimité.

6.6 Les motifs de chacun des membres, lors d'un vote, ne sont pas consignés au procès-verbal.

ARTICLE 7 – ENREGISTREMENT DES SÉANCES

7.1 L'utilisation d'un appareil d'enregistrement mécanique ou électronique de la voix est autorisée durant les séances, à la condition qu'il ait été autorisé par le conseil, selon le cas. L'utilisation de l'appareil doit être silencieuse et ne déranger d'aucune façon la tenue de l'assemblée à défaut, le conseil se réserve le droit d'interdire tout enregistrement des séances.

7.2 Tout appareil utilisé pour enregistrer une séance doit demeurer en la possession physique de son utilisateur ou encore être déposé sur une table ou sur un espace désigné et identifié à cette fin.

7.3 Toute reproduction ou diffusion de l'enregistrement d'une séance ou d'extraits de tel enregistrement doit être conforme à l'enregistrement original et ne peut être modifiée.

7.4 Toute reproduction ou diffusion de l'enregistrement d'une séance présentée ou modifiée de façon malicieuse et irrespectueuse à l'égard des élus, des membres du personnel de la municipalité ou des citoyens lors de la séance du conseil est interdite.

7.5 Le conseil peut retirer l'autorisation d'enregistrer les séances à quiconque contrevient aux articles 7.2 à 7.4 du présent règlement.

ARTICLE 8 - LES PROCÈS-VERBAUX

8.1 Le procès-verbal d'une séance est approuvé par le conseil, selon le cas, à une séance ultérieure.

8.2 Le procès-verbal indique le vote total des membres sur chaque proposition.

ARTICLE 9 – APPLICATION, DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES ET FINALES

9.1 Le maire, le maire suppléant ou toute autre personne présidant une séance du conseil est responsable de l'application du présent règlement.

9.2 Aucune disposition du présent règlement ne doit être interprétée de façon à restreindre les pouvoirs qui sont accordés par le Code municipal du Québec aux membres du conseil.

9.3 Toute disposition antérieure contenue dans tout règlement municipal, incompatible ou contraire au présent règlement est abrogée.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS PÉNALES

Toute personne qui agit en contravention aux dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de deux cent cinquante dollars (250,00 \$) pour une première infraction et de cinq cents dollars (500,00 \$) pour une récidive.

Les frais pour chaque infraction sont en sus.

Le paiement d'une amende imposée en raison d'une infraction ne libère pas la personne en cause de l'obligation de se conformer au présent règlement.

Le greffier-trésorier ou tout agent de la paix peut, lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'une infraction au présent règlement a été commise, donner un constat d'infraction et le faire signifier au défendeur conformément aux dispositions du Code de procédure pénale (L.R.Q. c. C-25.1).

ARTICLE 11 - ABROGATION ET REMPLACEMENT

Le présent règlement abroge et remplace le « Règlement no 262 intitulé Régie interne des séances du conseil »

ARTICLE 12 – ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

Adopté à Val-Racine ce 6 novembre 2024.

Il est proposé par **M. Sylvain Bergeron**

Appuyé par **M. Éric Morency**

Et résolu unanimement,

Adoptée

MAIRE

DIRECTRICE GÉNÉRALE
GREFFIÈRE-TRÉSORIÈRE

Avis de motion :

1er octobre 2024

Dépôt du projet de règlement :

1er octobre 2024

Adoption du règlement :

6 novembre 2024

Avis public d'entrée en vigueur :

7 novembre 2024

Entrée en vigueur :

7 novembre 2024

2024-423 MODIFICATIONS AU RÈGLEMENT DE GESTION CONTRACTUELLE –PROJET DE RÈGLEMENT NO 322

Le projet de règlement no 322 décrétant la Gestion contractuelle et abrogeant les règlements no 282 et no 306 est déposé au conseil municipal, il sera adopté à une prochaine séance.

2024-424 ASSURANCE – RENOUELEMENT 2024-2025

Il est proposé par **Mme Geneviève Beaulieu**
Appuyé par **me Frédérique Vachon**
Et résolu unanimement,

De renouveler notre couverture d'assurance avec la FQM Assurances pour l'année 2024-2025 au coût de 19 968 ,80 \$.

Adoptée

2024-425 DÉCLARATION DES INTÉRÊTS PÉCUNIAIRES DES ÉLUS

Dépôt des déclarations d'intérêts pécuniaires des élus sauf celle de M. Serge Delongchamp puisqu'il est absent.

2024-426 ENTRETIEN DE LA PATINOIRE POUR L'HIVER 2024-2025

Il est proposé par **M. Éric Morency**
Appuyé par **M. Doris Rousseau**
Et résolu unanimement,

D'engager M. Stéphane Parent à contrat à un taux horaire de 25 \$.

Qu'une annonce soit faite dans le Mini-Val afin de demander un ou des bénévoles pour aider M. Stéphane Parent.

Adoptée

2024-427 PG SOLUTIONS - MUTATION DES LOGICIELS COMPTABLES POUR AURORA

Attendu que PG Solutions va procéder à la mutation de tous ses logiciels comptables vers un seul logiciel et ce, à partir de 2025 jusqu'en 2027;

Attendu que le premier module muté est la paie;

Il est proposé par **Mme Geneviève Beaulieu**
Appuyé par **M. Doris Rousseau**
Et résolu unanimement,

D'accepter l'offre de service de PG Solutions datée du 23 juillet 2024 en payant en deux versements selon les deux phases :

-En 2024 :	1ere phase	2 275,00 \$
-En 2025 :	2° phase	3 412,50 \$

Adoptée

2024-428

CHARGÉE DE PROJETS - AJOUT DE BUDGET POUR 2024

Attendu que nous voulons monter une demande d'aide financière au programme FRR volet 4 – Vitalisation afin de présenter celle-ci au début de l'année 202;

Attendu que la directrice générale a besoin de soutien administratif;

Il est proposé par **M. Éric Morency**
Appuyé par **Mme Geneviève Beaulieu**
Et résolu unanimement,

D'ajouter un budget de 2 000 \$ pour engager Mme Marie-Pier Boulanger.

Adoptée

2024-429

AIDE FINANCIÈRE AUX ENTREPRISES - DEMANDE DE REMBOURSEMENT PAR LE PARCOURS DE MARCHÉ AU CŒUR DE MÉGANTIC (PMCM) POUR 2024

Il est proposé par **M. Éric Morency**
Appuyé par **M. Doris Rousseau**
Et résolu unanimement,

De verser l'aide financière au montant de 2 016, 15 \$ au PMCM pour l'année 2024.

Adoptée

2024-430

REMERCIEMENT POUR LE BÉNÉVOLAT DE M. LUC GLAUDE

Attendu que M. Luc Glaude est le premier répondant pour s'occupe des alarmes du centre communautaire;
Attendu qu'il a fourni une poulie pour le drapeau du Québec ainsi qu'un prêt d'outil pour débloquer les drains de l'évier de la cuisine;

Il est proposé par **me Frédérique Vachon**
Appuyé par **Mme Geneviève Beaulieu**
Et résolu unanimement,

De lui remettre une lettre de remerciement accompagnée d'une carte cadeau LM de 50 \$.

Adoptée

2024-431

GESTION DES CHIENS DANGEREUX – SONDAGE DU COMITÉ 2024-11-01

Le comité d'étude pour la gestion des chiens dangereux demande à chaque municipalité de répondre au sondage afin d'établir les besoins pour une nouvelle entente avec une entreprise privée ou la création d'un les questions sont posées aux élus. Les élus ont répondu au sondage.

2024-432

POLITIQUE FAMILIALE MUNICIPALE 2021-2024

Ce point est reporté à la séance de décembre 2024.

2024-433

ATELIER DE TRAVAIL ET BUDGET 2025

Ajournement de la séance à 18h30 le 19 novembre 2024
Suivi du 1^{er} atelier du Budget 2025.

2024-434

QUESTIONS DU PUBLIC

Demande d'information sur l'état du pont de la Rivière Victoria sur le chemin Piopolis.

2024-435

AJOURNEMENT DE L'ASSEMBLÉE

Mme Geneviève Beaulieu propose l'ajournement de la séance, il est 21h35.

Pierre Brosseau
Maire

Chantal Grégoire
Directrice générale
et greffière-trésorière

Je soussignée, certifie par la présente, que des crédits budgétaires sont disponibles pour les dépenses projetées par le conseil dans les résolutions no 2024-415, 2024-416, 2024-418, 2024-420, 2024-421, 2024-424, 2024-426, 2024-427 et 2024-428.
